

CLIMATE JUSTICE NOW!

Dossier de presse

Mardi 6 Octobre 2009

Collectif Urgence Climatique
Justice Sociale

<http://climatjustice.org/>

1. Présentation du collectif (appel en annexe)

Dans la suite du Grenelle citoyen de l'automne 2007 et de l'initiative organisée le 29 novembre 2008 pendant les négociations de Bali, le collectif Urgence Climatique Justice Sociale regroupe une quarantaine d'organisations considérant que **la justice climatique et sociale doit être au centre des politiques mises en œuvre**. Ce collectif s'insère dans l'alliance internationale **Climate Justice Now** (voir pt. 5).

Nous avons décidé de nous engager conjointement pour **organiser des initiatives communes et peser sur les décisions du sommet de Copenhague de décembre 2009**.

Nous considérons que **les mesures mises en œuvre et prévues par les différents États face au changement climatique sont tout à fait insuffisantes**.

Considérant que le réchauffement climatique met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'êtres humains, et menace d'extinction des millions d'espèces, **nous appelons à une action urgente et radicale**.

Des **mesures** véritablement **alternatives** sont nécessaires. Le nucléaire et les agrocarburants ne peuvent en aucun cas être la solution. Les sommes colossales investies dans le sauvetage du système bancaire montrent que **les moyens financiers existent**. Les mesures à prendre doivent être débattues démocratiquement et faire l'objet de politiques publiques audacieuses.

D'autre part, **la dette écologique des pays du Nord doit être reconnue. Une autre répartition des richesses doit permettre une transition solidaire vers des économies écologiques, au Nord comme au Sud**.

Premiers Signataires :

Acme France (Association pour le Contrat Mondial de l'Eau), Action Consommation, A.C.! Agir ensemble contre le chômage, AE2D (Agir pour un Environnement et un Développement Durables), Aitec – IPAM (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs – Initiatives Pour un Autre Monde), Amis de la Terre, Attac France, Avenir Climat, Bizi !, CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde), Centre national d'information indépendante sur les déchets (Cniid) Confédération Paysanne, Ecorev', Europe solidaire sans frontières (ESSF), Fac Verte, Fondation Copernic, Fondation Sciences Citoyennes, France Amérique Latine, FSU (Fédération Syndicale unitaire), IDD (Immigration Développement Démocratie), LDH (Ligue des Droits de l'Homme), Mouvement de la Paix, MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne), Réseau Féministe « Ruptures », Réseau Sortir du Nucléaire, Union des Familles Laiques (UFAL), Union Syndicale Solidaires, Vélolution Paris Île-de-France, Zone d'Ecologie Populaire (ZEP)

Soutenu par :

Alter Ekolo, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Gauche Unitaire, Jeunes Verts, Les Alternatifs, Les Verts, Parti de Gauche, NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), Utopia

Un Collectif UCJS – Jeunes regroupe :

Attac Campus, Avenir Climat, Fac Verte, Fédération Sud Étudiant, Jeunes Alternatifs, Jeunes Laïcs et Solidaire, Jeunes Verts, Mouvement des Jeunes Socialistes, Mouvement rural de Jeunesse Chrétienne, NPA Jeunes, Parti de Gauche Jeunes, Union nationale des Étudiants de France, Zone d'écologie populaire

Plus d'infos : www.jeunesclimatjustice.fr / jeunes.climatjustice@gmail.com

2. « 6 Heures pour le Climat et la Justice Sociale »

**Le Samedi 24 Octobre à partir de 14 h 30,
Espace Reuilly, 21 Rue Hénard, 75012 Paris
M° Montgallet (Ligne 8) ou Dugommier (Ligne 6)**

Nous ne sommes plus qu'à quelques semaines du **sommet international de Copenhague** (7 – 18 décembre 2009) sur le **changement climatique**. Ce sommet engage l'avenir de tous et toutes puisque des décisions qui y seront prises dépendra l'avenir de la planète et ses habitants : soit un accord égalitaire et solidaire sera adopté, à la hauteur des enjeux, soit les inégalités et les crises iront croissantes.

Dans le même temps, les débats que nous connaissons sur la **taxe carbone**, le **fret ferroviaire** ou le **rôle des services publics** – comme la Poste – dans l'aménagement du territoire montrent que la **justice climatique et sociale doit être au centre des politiques mises en oeuvre**.

Le collectif Urgence Climatique Justice Sociale organise donc une après-midi de débats, stands et projection de film pour débattre de ces enjeux.

Interventions de **représentants de pays du Sud**, de **négociateurs internationaux**, de représentants associatifs, de syndicalistes, etc...

Réservez d'ores et déjà votre Samedi 24 Après-midi !

Des informations plus précises vous parviendront très vite.

Vous les retrouverez aussi sur <http://climatjustice.org>



3. Collectifs Locaux, contacts, initiatives locales

En plus des nombreuses initiatives prises par les collectifs locaux d'Attac France, des Amis de la Terre ou d'autres organisations signataires, **quelques exemples de collectifs existants**, qu'ils se réfèrent uniquement à l'appel Urgence Climatique Justice Sociale ou non.

BIZI ! (Pays Basque)

De nombreuses actions ont déjà été organisées, notamment une traversée du pays basque en vélo les 25, 26 et 27 septembre. Sont prévus :

- une action, dans le cadre de la journée internationale 350.org à 16 H à Bayonne, avec 350 personnes ;
- Forum sur le réchauffement climatique les 6 et 7 novembre à la Fac et l'IUT de Bayonne.

Plus d'infos : www.copenhague2009bizi.org/

Contact : 22, rue des Cordeliers 64100 Bayonne / Tél : 05 59 25 65 52 / info@bizimugi.org
/Facebook : bizi copenhague

Bouches-du-Rhône - "Chauffe qui peut la planète !urgence climatique, urgence sociale ; l'élan vers Copenhague".

Très large, ce collectif se donne pour objet de participer à la sensibilisation des citoyens et à la mobilisation en vue du sommet de Copenhague en décembre. D'ici là, conférences-débats, actions-happenings, écolo-parade seront organisés pour mettre l'urgence climatique au cœur des débats (inauguration patinoire de Marseille...).

Contact : Sébastien Barles 06 75 00 63 31 ; sebastien.barles@laposte.net

Autres collectifs existants ou en construction :

- **Gironde** : conférence débat le 16 septembre et pique-nique le 4 Octobre ;
- **Inde-et-Loire** : conférence organisée le 27 Septembre ;
- **Loire-Atlantique** : réunion de lancement le jeudi 8 octobre de 19h à 20h30 au local des associations de la Manufacture, 4 place de la Manufacture, 44 000 Nantes ;
- **Strasbourg** : réunion du collectif UCJS-jeune à Strasbourg aura lieu mardi 6 à 19h30 salle B maison des syndicats, 1 rue Sédillot 67000 STRASBOURG ;
- **Val d'Oise** ;
- **Nord-Pas-de-Calais** ;
- **Grenoble** ;
- **Morbihan** ;
- ... ;

4. Bangkok : Etat des négociations

(Eléments transmis par Christophe Aguiton, d'Attac France, présent à Bangkok)

Lors d'une rencontre avec les mouvements de la société civile, à la question "**que peut-on espérer comme résultat à Copenhague**", Ivo de Boer a répondu :

"quatre avancées principales, un accord des pays développés pour s'engager à une réduction importante de leurs émissions de gaz à effet de serre, allant vers les 40%, un engagement des principaux pays en voie de développement à stopper la croissance de leurs émissions de gaz à effet de serre, un mécanisme international qui donne aux pays en développement les moyens de contrôler l'attribution de finances et enfin une date pour la prochaine conférence..."

Il est utile d'entrer un peu dans le **détail de ces quatre questions** :

1 – « *Une avancée des pays développés pour une réduction importante...* » une phrase qui comporte plusieurs sous-entendus. Le 1^{er} porte sur les Etats-Unis. Ivo de Boer a eu à ce propos cette expression "*nous avons besoin d'un engagement fort des Etats-Unis, mais si nous attendons trop longtemps nous ne l'obtiendrons pas*" en expliquant que l'administration Obama ne pourrait s'engager sur des décisions contraignantes avant un vote du congrès, et que celui-ci n'était pas possible en ce moment à cause du débat sur le système de santé. Dès lors **des engagements pourraient être annoncés sans accord contraignant...** Dans le même sens, Ivo de Boer a estimé qu'il serait une erreur de vouloir fusionner les deux tables de négociations AWG-KP (Kyoto Protocol) et AWG-LCA (long-term Cooperative Action, c'est-à-dire l'ensemble de l'ONU y compris les non-signataires de Kyoto) car cela voudrait dire **remettre en cause Kyoto sans aucune garantie de garder les avancées de Kyoto** (en particulier la reconnaissance de la responsabilité historique des pays du Nord).

2 – **L'engagement des principaux pays en voie de développement**, c'est-à-dire la Chine, l'Inde, le Brésil, etc., les annonces faites par la Chine permettent de penser que cela avance...

3 – **Un mécanisme international pour les financements**. Une question clé car deux conceptions s'affrontent : les pays du Nord estiment que seuls les IFI (Banque Mondiale et FMI) ont l'expertise nécessaire pour gérer les sommes versées par les pays du Nord pour la réduction des émissions au Sud et l'adaptation nécessaire au changement de climat, et les pays du Sud estiment que cela revient à donner tout pouvoir aux Etats-Unis et à l'Union Européenne qui sont majoritaires dans les deux board... Ivo de Boer a déclaré que "*les IFI ne suivent pas les orientations de l'UNFCCC car ils estiment n'avoir à rendre des compte qu'à leur board*" et qu'il fallait une structure spécifique pour gérer les flux financiers...

4 – **Une future date**. Une indication claire que tout ne sera pas réglé à Copenhague !



5. Informations de Climate Justice Now ! (CJN !)

CJN est un réseau souple et ouvert de mouvements et organisations d'origines diverses (Focus on The Global South, Via Campesina, Jubilee South...) qui souhaitent intervenir fortement sur les enjeux de "justice climatique". Ce concept doit être compris comme un concept fort, radical, basé sur la défense des droits et de l'égalité homme-femme. Il s'agit de porter cet objectif de "justice climatique" au cœur des négociations sur le climat, en construisant des coalitions nationales, régionales et continentales.

Exigences vis-à-vis de Copenhague :

- changer de mode développement et entamer une transition juste de nos économies, en sortant des politiques néo-libérales ; pour des alternatives fondées sur les besoins des populations ;
- reconnaissance, respect et promotion des droits de femmes et des populations indigènes et de paysans ;
- création d'un mécanisme de financement alternatif placé sous l'égide de l'UNFCCC
- réparations complètes de la dette climatique des pays du Nord et transfert de financements et de technologies au Sud.
- Les Institutions Financières Internationales qui ont exacerbé le changement climatique par leurs projets ne doivent pas intervenir ;
- Stopper toutes les subventions publiques pour l'extraction de fossile et d'autres projets qui aggravent la crise de climat ;
- Créer une entité internationale pour juger des crimes écologiques et reconnaître les droits des populations déplacées en raison du changement climatique ;
- Pas de fausses solutions telles que le nucléaire, les compensations carbone, le charbon « propre », les agrocarburants, fixation des GES...

Actions et activités pendant la COP 15 à Copenhague :

Dans l'enceinte de l'ONU :

- prises de parole en coordination avec TNI et Durban group ;
- communiqué de presse CJN chaque jour si possible ;
- travailler avec autres regroupements et pays dans la salle disponible à partager avec le Climate Action Network ;

A l'extérieur de l'enceinte :

- participation à la grande manifestation du 12 décembre, avec proposition d'avoir un bloc commun ; visuel et logos à travailler ;
- Préparation et participation à l'action du 16 décembre : « to push for Climate Justice », en alliance avec Climate Justice Action ;
- Participation au Klimaforum avec des initiatives, notamment les 17, 18 ou 19 décembre pour faire le bilan du COP et préparer la suite ;

D'ici Copenhague :

- Participation aux négociations de Barcelone, du 2 au 6 novembre ;
- 30 novembre au 2 décembre : participation aux mobilisations contre l'OMC à Genève, et aux caravanes à destination de Berlin, Bruxelles et Paris qui vont suivre...
- Participation aux "Global days of action" des 5 et 6 décembre

Manifestation du Lundi 5 Octobre à Bangkok

2 à 3000 personnes ont manifesté jusque devant les locaux des Nations Unies à Bangkok. Les cortèges étaient, par ordre d'importance :

- cortège de militants et population Thaïlandaise affectés par la construction de barrages ou de centrale électriques (ceux qui sont en vert)
- cortège "climate justice now", composé de délégations internationales (tee-shirt blancs)
- Jubilee south, diverses délégations, majoritairement philippins ;
- Via campesina, diverses délégations, majoritairement Indonésiens ;
- Coalition « tck, tck, tck », délégations internationales ;



ANNEXE : APPEL URGENCE CLIMATIQUE ET JUSTICE SOCIALE

Nous sommes à la croisée des chemins. **Issu de l'activité humaine**, dans le cadre d'un modèle de production agricole et industriel que les sociétés industrialisées ont mis en place et qui se répand sur l'ensemble de la planète, **le réchauffement climatique met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'êtres humains, et menace d'extinction des millions d'espèces**. D'ores et déjà, des populations entières sont affectées, en particulier les femmes, les peuples indigènes, les paysan-ne-s et, de façon générale, les plus défavorisés.

Face à cette crise écologique et sociale, mouvements sociaux, organisations écologistes, politiques et scientifiques du monde entier appellent à une action urgente et radicale.

Du 7 au 12 décembre prochains, la **Conférence des Nations Unies sur le changement climatique se tiendra à Copenhague**. Elle doit déterminer les objectifs et les solutions à mettre en œuvre à l'échelle internationale pour prolonger le protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012.

Selon les climatologues, il faudrait que les pays industrialisés, premiers responsables de l'émission des gaz à effet de serre (GES), réduisent leurs émissions de **25 à 40 % d'ici à 2020** et de **80 à 95 % d'ici à 2050** (par rapport à 1990). Faire diminuer les émissions dans ces proportions est impératif pour limiter à 2°C la hausse des températures par rapport au niveau de l'ère préindustrielle. Au-delà, l'emballlement climatique se produirait. Il ne serait plus possible de maintenir une température vivable sur terre.

Les politiques actuelles sont dans l'impasse

Jusqu'ici, **les mesures mises en œuvre et prévues par les différents États sont tout à fait insuffisantes**. Les mesures que préconise notamment l'Union Européenne, qui n'envisage de réduire ses émissions que de **20 % en 2020**, sont très en deçà des enjeux. Et alors que leurs émissions de GES par habitant sont les premières au monde, la proposition des Etats-Unis (réduction de 5 % des émissions sur la même période) est, quant à elle, une véritable provocation vis-à-vis des autres Nations.

Les solutions proposées actuellement ne sont pas crédibles. Car elles reposent essentiellement sur les mécanismes de marché alors que la crise économique et financière a, une fois encore, montré leur incapacité à se substituer à l'action publique et collective. La politique du « marché pilote » international de droits à polluer est clairement défailante et les projets de l'Union européenne et des Etats-Unis en la matière relèvent du mirage idéologique.

Les fausses solutions sont également technologiques. Le **nucléaire, outre qu'il s'agit d'une technologie porteuse de risques majeurs, ne peut être en aucun cas la solution** : même un développement ambitieux du parc nucléaire ne réduirait les émissions de gaz à effet de serre que de façon très marginale. Les **agrocarburants industriels** quant à eux posent de nombreux problèmes environnementaux et aggravent la **crise alimentaire sans contribuer à la baisse des émissions**.

Des mesures véritablement alternatives sont nécessaires

Les objectifs de réduction des émissions de GES à atteindre ne peuvent l'être que par l'adoption, par les collectivités, les pays et les ensembles régionaux, de **mesures radicales et alternatives** :

- Démocratisation de l'économie, qui doit être orientée vers la satisfaction des besoins sociaux et le respect des contraintes écologiques, et non par le profit à tout prix, par les diktats de la société de consommation et du productivisme ; cela implique le soutien aux circuits courts, à l'économie sociale et solidaire, au secteur coopératif ;
- Réorientation des investissements (notamment de recherche) vers les énergies renouvelables, la cogénération, l'efficacité énergétique et les projets écologiquement soutenables ; valorisation de la sobriété énergétique ;
- Reconnaissance et protection des biens publics mondiaux tels que l'énergie, le climat, les forêts, la terre et l'eau ; arrêt de la déforestation, protection des forêts primaires et des océans, et, de façon générale, défense de la biodiversité sauvage et cultivée ;
- Relocalisation des activités économiques, rapprochement des lieux de vie et de travail, maîtrise de l'urbanisation, développement des transports collectifs, limitation du transport aérien ; taxation juste et progressive, au niveau national et international, de l'énergie et des transports les plus polluants ;
- Retour à la régulation du commerce international, garantissant notamment la souveraineté alimentaire et le développement massif de l'agriculture paysanne, au Nord comme au Sud ;

- Promotion d'un modèle alimentaire alternatif au modèle des pays industrialisés (majoritairement à base de protéines animales) afin de pouvoir diminuer les surfaces cultivées pour l'alimentation animale, donc réduire les émissions de GES du secteur agricole ;
- Rénovation massive des bâtiments et promotion de la construction écologique.

La Justice climatique et sociale doit être au centre des politiques mises en œuvre

Les responsabilités historiques des pays du Nord et du mode de développement productiviste dans cette crise globale doivent être reconnues. La justice et l'équité exigent que soit réparée la **dette écologique du Nord**, a minima par l'annulation des dettes du Tiers-Monde. Les transferts technologiques respectueux de l'environnement et des sociétés au Sud doivent être financés et l'aide publique au développement augmentée, sans que cela exonère le Nord de ses propres objectifs de réduction des émissions. Les réfugiés climatiques doivent être reconnus et accueillis.

Au sein de chaque pays, des mesures d'accompagnement et de justice sociale sont indispensables afin que chacun puisse faire face aux changements à opérer, en ayant la certitude que les efforts seront partagés par tou-te-s. Il faut garantir un accès juste et équitable aux biens et services essentiels tels que l'énergie, qui ne doivent pas être laissés au marché mais faire l'objet d'une réappropriation par la société.

Une autre répartition des richesses doit permettre une transition solidaire vers des économies écologiques, au Nord comme au Sud. Le droit au travail pour tous est au cœur de cette répartition. C'est pourquoi un emploi décent permettant un revenu digne doit être garanti à chacun-e. Les revenus financiers et du patrimoine doivent être lourdement taxés afin de dégager les moyens nécessaires à la transformation des économies.

La gestion des financements doit être démocratique et garantir la participation des populations locales.

Les sommes colossales investies dans le sauvetage du système bancaire montrent que les moyens financiers existent. Les mesures à prendre doivent être **débatues démocratiquement** et faire l'objet de **politiques publiques audacieuses**, passant outre les intérêts des grands lobbies – notamment des hydrocarbures, et définissant une production industrielle axée sur les besoins et non sur le profit ainsi qu'une répartition plus juste des richesses naturelles et produites.

En France, nous appelons les associations de défense de l'environnement, syndicats, associations de solidarité internationale, organisations politiques, collectivités locales, et plus généralement tous les citoyen-ne-s à rejoindre la mobilisation internationale et à organiser des initiatives communes pour **peser sur les décisions du sommet de Copenhague de décembre 2009.**

Mobilisons-nous maintenant pour le climat et la justice sociale

Premiers Signataires :

Acme France (Association pour le Contrat Mondial de l'Eau), Action Consommation, A.C.! Agir ensemble contre le chômage, AE2D (Agir pour un Environnement et un Développement Durables), Aitec – IPAM (Association Internationale de Techniciens, Experts et Chercheurs – Initiatives Pour un Autre Monde), Amis de la Terre, Attac France, Avenir Climat, Bizi !, CADTM France (Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde), Centre national d'information indépendante sur les déchets (Cniid), Comité Pérou, Compagnie NAJE (Nous n'Abandonnerons Jamais l'Espoir), Confédération Paysanne, Ecorev', Europe solidaire sans frontières (ESSF), Fac Verte, Fondation Copernic, Fondation Sciences Citoyennes, France Amérique Latine, FSU (Fédération Syndicale unitaire), IDD (Immigration Développement Démocratie), Institut Européen de Recherche sur la Politique de l'Eau (IERPE), LDH (Ligue des Droits de l'Homme), Mouvement de la Paix, MRAP (Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples), MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne), Réseau Action Climat (RAC-F), Réseau Féministe « Ruptures », Réseau Sortir du Nucléaire, Union Syndicale Solidaires, Vélorution Paris Île-de-France, Zone d'Ecologie Populaire (ZEP)

Soutenu par :

Alter Ekolo, Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique (FASE), Jeunes Verts, Les Alternatifs, Les Verts, Parti de Gauche, NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), Utopia